

L'Actu législative sanitaire et sociale

SOMMAIRE

<i>Réglementation sanitaire</i>	2
<i>Organisation hospitalière</i>	4
<i>Prévention sanitaire.....</i>	7
<i>Sécurité sanitaire</i>	8
<i>Professions de l'hôpital - Personnels.....</i>	8
<i>Réglementation sociale</i>	11
<i>Nominations</i>	12
<i>Signalement de documents :.....</i>	12

L'Actu législative sanitaire et sociale

Lettre d'information bi-mensuelle proposant une sélection de textes législatifs couvrant les secteurs sanitaire et social

Cette veille ne prend pas en compte les textes concernant les médicaments, les avis de concours et de vacances d'emplois



Centre de documentation de l'AP-HP
Direction des Ressources Humaines
Centre de la Formation et du
Développement des Compétences

ASSISTANCE
PUBLIQUE



HÔPITAUX
DE PARIS



www.aphp.fr

[Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif à la **mise en place de l'expérimentation permettant à des conseils territoriaux de santé d'être saisis par les usagers du système de santé de demandes de médiation en santé, de plaintes et de réclamations**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Arrêté du 27 avril 2017](#) relatif au **contrat type d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins mentionné à l'article L. 162-30-2 du code de la sécurité sociale**

JORF n°0102 du 30 avril 2017

[Ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017](#) relative à **l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé**

JORF n°0100 du 28 avril 2017

[Arrêté du 3 mai 2017](#) autorisant le **financement dérogatoire de protocoles de coopération entre professionnels de santé**

JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Arrêté du 25 avril 2017](#) portant cahier des charges des expérimentations relatives à la **prise en charge par télésurveillance du diabète mises en œuvre sur le fondement de l'article 36 de la loi n° 2013-1203 de financement de la sécurité sociale pour 2014**

JORF n°0100 du 28 avril 2017

[Décret n° 2017-682 du 28 avril 2017](#) relatif à la **coordination de la lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le virus de l'immunodéficience humaine**

Le décret modifie les modalités relatives à la compétence territoriale et au fonctionnement des comités de coordination de la lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le virus de l'immunodéficience humaine.

JORF n°0102 du 30 avril 2017

[Décret n° 2017-702 du 2 mai 2017](#) relatif à la **réalisation des échographies obstétricales et fœtales et à la vente, revente et utilisation des échographes destinés à l'imagerie fœtale humaine**

Le décret définit les qualifications professionnelles requises pour réaliser des échographies obstétricales et fœtales, qu'un arrêté du ministre chargé de la santé précisera, ainsi que les dispositions transitoires applicables aux professionnels qui ne détiennent pas ces qualifications à la date de publication de cet arrêté. Il procède enfin à une correction matérielle du décret n° 2017-91 du 26 janvier 2017 relatif à la restriction de la vente, revente ou de l'utilisation des échographes destinés à l'imagerie fœtale humaine.

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-808 du 5 mai 2017](#) relatif à **l'introduction dans la liste des examens de diagnostic prénatal des examens de génétique portant sur l'ADN foetal libre circulant dans le sang maternel**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Décret n° 2017-813 du 5 mai 2017](#) relatif aux **expérimentations visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes**

Le décret détermine les modalités et les conditions de mise en œuvre des expérimentations visant à organiser la prise en charge de la souffrance psychique des jeunes de 11 à 21 ans. Le décret définit les modalités d'accès à la consultation médicale d'évaluation et à la prescription de consultations psychologiques prises en charge dans la limite d'un forfait pour le jeune et les titulaires de l'autorité parentale. Il détermine également que la maison des adolescents assure la coordination du dispositif de prise en charge du jeune sur le territoire concerné par l'expérimentation. Il précise enfin les modalités d'évaluation de l'expérimentation et ses effets sur la situation des jeunes.

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Arrêté du 3 mai 2017](#) fixant la **liste des recherches mentionnées au 2° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique**

Recherches organisées et pratiquées sur l'être humain en vue du développement des connaissances biologiques ou médicales

JORF n°0107 du 6 mai 2017

[Décret n° 2017-884 du 9 mai 2017](#) modifiant **certaines dispositions réglementaires relatives aux recherches impliquant la personne humaine**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Décret n° 2017-816 du 5 mai 2017](#) relatif à la **médiation sanitaire et à l'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé**

Le présent décret a pour objet de préciser la définition de la médiation sanitaire et de l'interprétariat linguistique dans le domaine de la santé. Les cadres de compétences, d'intervention et d'accès à ces activités sont fixés par des référentiels élaborés par la Haute Autorité de santé, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-13 précité.

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Décret n° 2017-878 du 9 mai 2017](#) relatif au **dossier pharmaceutique**

Le décret organise les modalités de consultation du dossier pharmaceutique par les médecins prenant en charge un patient au sein d'un établissement de santé dans les mêmes conditions que les pharmaciens exerçant dans les officines ou dans les pharmacies à usage intérieur.

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 4 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 juin 2016 relatif à **l'organisation, au financement et au versement des ressources des hôpitaux de proximité**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Arrêté du 3 avril 2017](#) fixant le **taux plafond des reports de crédits FIR autorisés prévu à l'article D. 1435-36-1 du code de la santé publique**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 les **dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale**
JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant la **liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale, ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8**
JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 le **montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé**
JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 4 mai 2017](#) fixant à titre exceptionnel sur 2017 le niveau de la **contribution du fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaires au fonds d'intervention régional**
JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Décret n° 2017-814 du 5 mai 2017](#) portant **règlementation des reports et de déchéance des créances relatives au fonds d'intervention régional**
JORF n°0108 du 7 mai 2017

Organisation hospitalière

[Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017](#) relatif aux **procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat**

Modalités suivant lesquelles sont établies les procédures de recueil des signalements que doivent établir les personnes morales de droit public ou de droit privé d'au moins cinquante agents ou salariés, les administrations de l'Etat, les communes de plus de 10 000 habitants, les départements et les régions ainsi que les établissements publics en relevant et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, à l'attention des membres de leur personnel ou des collaborateurs extérieurs et occasionnels qui souhaitent procéder à une alerte éthique.

JORF n°0093 du 20 avril 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-566 du 18 avril 2017](#) relatif à la **médiation dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif**

Le décret précise les règles procédurales de la médiation dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif, dont le régime législatif est fixé par les articles L. 213-1 et suivants du code de justice administrative, issus de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du xxi^e siècle. Il précise en outre les modalités d'articulation de la médiation à l'initiative des parties avec la procédure de recours administratif préalable obligatoire devant la commission des recours des militaires, dont le régime est fixé par les articles R. 4125-1 à R. 4125-10 du code de la défense.

JORF n°0093 du 20 avril 2017

[Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017](#) relative à la **propriété des personnes publiques**

JORF n°0093 du 20 avril 2017

[Instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017](#) relative à **l'organisation des groupements hospitaliers de territoire**

La présente instruction précise le régime issu du deuxième décret relatif aux GHT (décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions, et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire). Sont abordés les règles applicables : - à l'organisation des activités, fonctions et missions visées par l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, pour ce qui concerne la mobilité des agents, l'exécution et la signature d'actes juridiques, le périmètre de la fonction achats. - à la passation des conventions de partenariat et d'association, - au schéma territorial de la permanence des soins.

Vu sur le site circulaires.legifrance.gouv.fr, mis en ligne le 12/05/2017

[Décret n° 2017-701 du 2 mai 2017](#) relatif aux **modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire**

Le décret précise les règles de fonctionnement des groupements hospitaliers de territoire relatives aux achats, à l'exercice du pouvoir de nomination par le directeur de l'établissement support, à la publicité de postes de praticiens hospitaliers, à la permanence des soins, ainsi qu'à la formalisation des relations avec les établissements partenaires et associés au groupement hospitalier de territoire. Il détermine également la date retenue pour le transfert de compétences et de responsabilités au directeur de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire.

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Arrêté du 14 avril 2017](#) relatif aux **fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs**

Cet arrêté fixe les fonctionnalités devant être offertes aux acheteurs et aux opérateurs économiques par les profils d'acheteurs. Ces fonctionnalités ne font pas obstacle à ce que les profils d'acheteurs en proposent d'autres. Il est loisible aux acheteurs publics et aux autorités concédantes de mettre en œuvre ces dispositions sans attendre la date d'entrée en vigueur.

[Arrêté du 14 avril 2017](#) relatif aux **données essentielles dans la commande publique**

JORF n°0099 du 27 avril 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-817 du 5 mai 2017](#) relatif aux **conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile**

Le décret modifie les conditions techniques de fonctionnement des établissements d'hospitalisation à domicile, afin notamment de tenir compte des évolutions intervenues dans l'organisation du système de santé. Les établissements se voient en particulier confier la responsabilité de garantir l'adéquation des conditions d'accueil et de prise en charge des patients avec la nature de leur activité et les impératifs de qualité et de sécurité des soins.

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017](#) relatif à la **nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques**

Le texte établit une nomenclature simplifiée des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques. Il vise à faciliter l'individualisation des parcours et la programmation de la réponse aux besoins collectifs, parallèlement au développement des coopérations entre établissements et services et dans le cadre des conditions minimales d'organisation et de fonctionnement dont ils relèvent, et sans préjudice des dispositifs intégrés prévus à l'article L. 312-7-1 du code de l'action sociale et des familles.

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Arrêté du 27 avril 2017](#) relatif aux **majorations applicables aux tarifs des actes et consultations externes des établissements de santé publics et des établissements de santé privés**

JORF n°0104 du 3 mai 2017

[Arrêté du 28 avril 2017](#) fixant pour l'année 2017 **l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles**

JORF n°0104 du 3 mai 2017

[Arrêté du 2 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux **forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile**

JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 le **montant de la réserve prudentielle mentionnée au I de l'article L. 162-22-2-1 du code de la sécurité sociale**

Activités de soins de suite et de réadaptation, et de psychiatrie.

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 les **éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-863 du 9 mai 2017](#) relatif à la **gestion budgétaire et comptable publique**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif à la **classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 les **éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et aux 2° et 4° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) fixant pour l'année 2017 la **valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux **modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 4 mai 2017](#) portant détermination pour 2017 de la **dotation nationale forfaitaire garantie visée au II de l'article R. 162-42-7-3 du code de la sécurité sociale et de sa répartition par région pour les établissements inscrits sur la liste des hôpitaux de proximité**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Arrêté du 14 avril 2017](#) fixant pour l'année 2017 **l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation**

JORF n°0101 du 29 avril 2017

Prévention sanitaire

[Décret n° 2017-706 du 2 mai 2017](#) relatif aux **expérimentations visant à prévenir l'obésité chez le jeune enfant de trois à huit ans**

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-1003 du 10 mai 2017](#) relatif à la **délivrance de médicaments dans les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques en direction des usagers de drogues**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

Sécurité sanitaire

[Décret n° 2017-885 du 9 mai 2017](#) pris en application de l'ordonnance n° 2017-51 du 19 janvier 2017 portant **harmonisation des dispositions législatives relatives aux vigilances sanitaires**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Décret n° 2017-810 du 5 mai 2017](#) relatif à la **prise en charge et à l'indemnisation des victimes du valproate de sodium et de ses dérivés**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

Professions de l'hôpital - Personnels

[Arrêté du 25 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 22 octobre 2005 relatif à la **formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et l'arrêté du 16 janvier 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture**

JORF n°0100 du 28 avril 2017

[Arrêté du 2 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 2 septembre 2015 relatif au **diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Instruction n° DGOS/RH2/2017/141 du 27 avril 2017](#) relative au **champ d'exercice des infirmiers de bloc opératoire et à la validation des acquis de l'expérience pour l'accès au diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire**

Cette note a pour objet de préciser le champ d'exercice des infirmiers de bloc opératoire et les conditions de mise en place de la VAE pour l'obtention du DE IBODE

Vu sur le site circulaires.legifrance.gouv.fr, mis en ligne le 09/06/2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) relatif aux **diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-983 du 10 mai 2017](#) relatif aux **conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Décret n° 2017-703 du 2 mai 2017](#) relatif aux **contrats de praticien territorial de médecine ambulatoire et de praticien territorial médical de remplacement**

Le décret étend la rémunération forfaitaire dont peut bénéficier le praticien ayant conclu un contrat de praticien territorial de médecine ambulatoire (PTMA) lorsqu'il interrompt son activité à la suite d'une maladie. En outre, le décret précise les modalités et le contenu du contrat de praticien territorial médical de remplacement (PTMR). La durée de ce contrat est fixée à douze mois, renouvelable jusqu'à six fois. Il est ouvert au praticien autorisé à effectuer des remplacements en tant qu'interne ou ayant soutenu avec succès sa thèse en médecine depuis moins de trois ans à la date de signature ou de reconduction du contrat. Le décret fixe les modalités de calcul de la rémunération complémentaire forfaitaire, au regard d'un seuil déterminé par rapport à un nombre minimum d'actes, ainsi qu'en cas d'incapacité liée à la maladie, à la maternité ou à la paternité. Un contrat type est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la sécurité sociale.

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Décret n° 2017-984 du 10 mai 2017](#) portant **statut particulier du corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière**

Objet : création du nouveau corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière.

[Décret n° 2017-988 du 10 mai 2017](#) relatif au **classement indiciaire applicable aux corps des infirmiers anesthésistes de la fonction publique hospitalière**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Décret n° 2017-658 du 27 avril 2017](#) modifiant le décret n° 91-129 du 31 janvier 1991 portant **statut particulier des psychologues de la fonction publique hospitalière**

[Décret n° 2017-659 du 27 avril 2017](#) relatif au **classement indiciaire applicable aux corps des psychologues de la fonction publique hospitalière**

JORF n°0101 du 29 avril 2017

[Décret n° 2017-986 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2007-1939 du 26 décembre 2007 relatif au **classement indiciaire applicable au corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière**

[Décret n° 2017-987 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2012-747 du 9 mai 2012 relatif au **classement indiciaire applicable à certains emplois fonctionnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (2° à 6°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ainsi que de certains établissements mentionnés au 1° de cet article.**

[Décret n° 2017-990 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2005-926 du 2 août 2005 relatif au **classement indiciaire applicable aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-991 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2005-927 du 2 août 2005 relatif au **classement indiciaire applicable aux emplois fonctionnels des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Décret n° 2017-854 du 9 mai 2017](#) modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les **dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs, et portant statuts particuliers du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Décret n° 2017-722 du 2 mai 2017](#) relatif aux **modalités d'appréciation de la valeur et de l'expérience professionnelles de certains fonctionnaires éligibles à un avancement de grade**

Le décret prévoit, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique, que les perspectives d'avancement au grade supérieur des agents justifiant de plus de trois ans d'ancienneté dans le dernier échelon du grade détenu fassent l'objet chaque année, lorsque l'accès à ce grade ne résulte pas d'une promotion, d'une appréciation particulière de leur supérieur hiérarchique direct. Cette appréciation est portée à la connaissance des membres de la commission administrative paritaire compétente.

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017](#) relatif à la **mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie**

JORF n°0109 du 110 mai 2017

[Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017](#) portant diverses dispositions relatives au **compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique**

JORF n°0017 du 20 janvier 2017

[Décret n° 2017-883 du 9 mai 2017](#) modifiant les **conditions d'exercice et de remplacement au sein des pharmacies à usage intérieur et les modalités d'organisation du développement professionnel continu des professions de santé**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Décret n° 2017-981 du 9 mai 2017](#) portant création **d'une prime d'engagement pour certains personnels de rééducation recrutés sur les postes prioritaires des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires de la fonction publique hospitalière**

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-995 du 10 mai 2017](#) modifiant le décret n° 88-1084 du 30 novembre 1988 relatif à **l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif**

Le décret prévoit que les personnels affectés dans une structure de médecine d'urgence, une unité de soins intensifs, une unité de surveillance continue ou un service de réanimation, dont l'organisation du temps de travail fait alterner des horaires de jour et des horaires de nuit bénéficient d'une majoration de l'indemnité horaire.

JORF n°0110 du 11 mai 2017

[Arrêté du 5 mai 2017](#) modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la **retraite additionnelle de la fonction publique**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Arrêté du 9 avril 2017](#) fixant le **coût horaire moyen dans la fonction publique hospitalière servant de base au calcul de la compensation financière dans le cadre de la mise en œuvre de la mutualisation des crédits d'heures syndicales**

JORF n°0103 du 2 mai 2017

Réglementation sociale

[Décret n° 2017-710 du 3 mai 2017](#) relatif à la **revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés**

JORF n°0105 du 4 mai 2017

[Décret n° 2017-739 du 4 mai 2017](#) portant **revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active**

JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Décret n° 2017-740 du 4 mai 2017](#) portant **revalorisation du montant forfaitaire de la prime d'activité**

JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Décret n° 2017-811 du 5 mai 2017](#) relatif aux **modalités de calcul du revenu de solidarité active et de la prime d'activité pour les travailleurs non salariés**

JORF n°0108 du 7 mai 2017

[Décret n° 2017-736 du 3 mai 2017](#) relatif aux **règles d'identification, d'affiliation et de rattachement des bénéficiaires des prestations de sécurité sociale et portant modifications de diverses dispositions relatives à l'assurance maladie**

JORF n°0106 du 5 mai 2017

[Décret n° 2017-875 du 9 mai 2017](#) relatif à **l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques**

JORF n°0109 du 10 mai 2017

[Retour sommaire](#)

[Décret n° 2017-999 du 10 mai 2017](#) relatif aux **droits à retraite des personnes handicapées**

JORF n°0110 du 11 mai 2017

Nominations

[Décret du 15 mai 2017](#) portant **nomination du Premier ministre**

JORF n°0115 du 16 mai 2017

[Décret du 17 mai 2017](#) relatif à la **composition du Gouvernement**

JORF n°0117 du 18 mai 2017

[Arrêté du 20 avril 2017](#) portant **nomination de la directrice générale du Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière**

JORF n°0100 du 28 avril 2017

Signalement de documents issus de notre base de données analysant des points de réglementation :

Articles

Les directives anticipées : état des lieux et évolution apportée par la loi Claeys-Leonetti.

Auteur(s) : BAILLY (Henri) ; JOUANNY (Pierre)

Repères en gériatrie, 2017/03, n°253

La sédation profonde et continue : un nouveau droit des patients de la loi Claeys-Leonetti.

Auteur(s) : BAILLY (Henri) ; JOUANNY (Pierre)

Repères en gériatrie, 2017/03, n°253

Groupements hospitaliers de territoire : comment fonctionnent-ils ?

Auteur(s) : MORIS (Grégory)

Manipulateur d'imagerie médicale et de radiothérapie (le), 2017-03, n° 262

[Retour sommaire](#)

La magnétoprotection des travailleurs : désormais une réalité grâce à un décret.

Auteur(s) : TAIB (Mohamed)

Manipulateur d'imagerie médicale et de radiothérapie (le), 2017-03, n262

Le régime des majeurs protégés. Approche pratique.

Auteur(s) : BADIANE DEVERS (Khady)

Droit déontologie et soin, 2017/03, n°1

[Retour sommaire](#)